

L'AVENIR, PLUSIEURS PISTES :

- **Agir auprès des parlements français et européens pour :**
 - **Exclure** les médicaments et les produits de santé de l'article 1386-4 du Code Civil, issu de la transposition de l'article 6,1, de la directive 85/374/CEE du 25 juillet 1985 **qui concerne les produits défectueux**
 - **Engager** la responsabilité des producteurs de médicaments dans la réparation des dommages
 - **Créer un fonds d'indemnisation et de recherches** financé par l'industrie pharmaceutique et géré par un organisme d'Etat indépendant
- **Agir auprès des Ministères de la Justice et de la Santé pour :**
 - **Obtenir la mise en place des « Actions de groupe »** à la fois au pénal et au civil pour les victimes des médicaments et des vaccins
 - **La reconnaissance du statut de victimes des vaccins**
 - **La mise en place du principe de précaution en ne vaccinant pas systématiquement les nourrissons avec un vaccin hexavalent**
- **Suivre les avancées scientifiques :**
 - **L'équipe des Pr. Authier et Gherardi, (INSERM CHU Henri Mondor de Créteil) multiplie études et publications** ayant trait à la myofasciite à macrophages et au rôle de l'adjuvant aluminique vaccinal
 - **Soutenir les recherches de ces scientifiques** en collaboration étroite avec l'association E3M, et les personnes touchées par le nouveau syndrome ASIA
 - **Poursuivre notre partenariat avec E3M, AMALYSTE, le CLAIM, l'AAVAM**

LIVRES, FILMS, REPORTAGES :

Eric Giacometti : *La santé publique en otage : les scandales de la vaccination hépatite B*

Lucienne Foucras : *Le dossier noir de la vaccination hépatite B, Le nouveau dossier noir de la vaccination hépatite B, Hippocrate si tu savais*

Virginie Belle : *Quand l'aluminium nous empoisonne, Faut-il faire vacciner son enfant ?*

Michel Georget : *Vaccinations, les vérités indésirables*. L'apport des vaccinations en santé publique

Lina Moreco : québécoise, réalisatrice du film : *Silence on vaccine*

Inès Léraud : journaliste sur France Culture : *L'histoire du premier vaccin fabriqué par génie génétique : le vaccin contre l'hépatite B*

Véronique Vasseur : *Santé le grand fiasco*

Adhésion : 30 euros

Dons déductibles des impôts

Nom :

Prénom :

Adresse :

Montant adhésion :

Victime : Oui / Non

Dossier ANSM : Oui / Non

Association REVAHB - 6 rue du Général de Gaulle - 93360 Neuilly-Plaisance

Tél : 01.43.08.86.40 - E-mail : asso.revahb@orange.fr - Agrément National : N2014AG0066

Site Internet : <http://www.revahb.fr>

Page Facebook : au nom de REVAHB

Twitter : @Revahb1



Réseau Victimes du Vaccin Hépatite B

HISTORIQUE :

- **1994 : Campagne de vaccination contre l'hépatite B** décidée par le **Ministre de la Santé, Philippe Douste-Blazy**
 - ⇒ **Intensive** : 89 millions de doses vendues et remboursées entre 1994 et 2000 (source officielle)
 - ⇒ **Mensongère** « *L'hépatite B tue en un jour en France plus que le SIDA en un an* »
- **1997 : Naissance du REVAHB** après le témoignage auprès du journal Alternative-Santé de personnes atteintes d'accidents post-vaccinaux [SEP, SLA et autres maladies auto-immunes]
- **1998 : Le REVAHB alerte l'Agence du Médicament** (devenue l'AFSSAPS, puis l'ANSM après le scandale du Médiator) : plus de 3 500 déclarations ou témoignages spontanés parvenus au REVAHB entre 1997 et 2012, dont 2 843 dossiers exploitables. **Bernard Kouchner, Ministre de la santé, arrête la vaccination dans les collèges en 1998**
- **15 février 2002 : un collège de 10 experts dont le Pr Bégaud**, vice-président de la Commission nationale de pharmacovigilance, affirme : *"Il s'agit de l'une des plus grandes séries d'effets indésirables recueillis par la pharmacovigilance depuis 1974"*
- **Septembre 2013 : « Rapport sur la surveillance et la promotion du bon usage du médicament en France »**, remis le 16 septembre à la Ministre de la Santé, Marisol Touraine, à sa demande. **Le Pr Dominique Costagliola, épidémiologiste, et le Pr Bernard Bégaud, pharmacologue, reconnaissent officiellement la notification de plus d'un millier de cas de SEP développées après vaccin contre l'Hépatite B**

➤ **Le REVAHB n'est pas une association anti-vaccinaliste. Toutes les victimes adhérentes ont été vaccinées. En leur nom, nous demandons simplement à être entendus et reconnus comme victimes de ce vaccin**

SES OBJECTIFS :

- 1 - PALLIER LA SOUS NOTIFICATION DE LA PHARMACOVIGILANCE (ANSM)** pour toutes les affections secondaires au vaccin anti-hépatite B
 - **2843 dossiers transmis fin 2012**, dont 63 % sont retenus par l'ANSM :
 - Le REVAHB a assuré 72% de la pharmacovigilance de la vaccination Hépatite B
- 2 - AIDER LES ADHÉRENTS DANS LEURS DEMARCHES JURIDIQUES** auprès des juridictions administratives, civiles, pénales, de l'ONIAM, des employeurs, de la CPAM, ... **ET DANS LES DEMARCHES ADMINISTRATIVES** pour **RECONNAISSANCE HANDICAP**

1 - POPULATION VACCINÉE

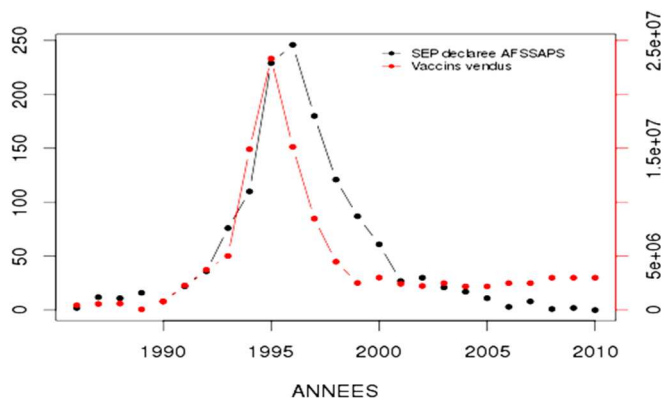
- 112 millions de doses vaccinales, soit 37 millions de Français vaccinés, dont 14 millions d'enfants de moins de 15 ans
- Depuis le remboursement du vaccin hexavalent (Infanrix-Hexa), de nombreux nourrissons seraient désormais vaccinés contre l'hépatite B, sans que leurs parents en soient toujours informés

2 - LES EFFETS SECONDAIRES ENREGISTRÉS A L'ANSM

- **Affections neurologiques :**
 - 1 650 affections démyélinisantes centrales dont 1 418 SEP
L'enfant n'est pas indemne : 117 affections démyélinisantes dont 67 SEP
 - 126 atteintes démyélinisantes périphériques (Guillain-Barré)
 - 65 scléroses latérales amyotrophiques (SLA), sous-notification très importante
- **Autres affections auto-immunes :**
 - 126 polyarthrites rhumatoïdes
 - 117 lupus
 - 67 thyroïdites
 - 100 thrombopénies
 - Entre 500 et 800 myofasciites à macrophages

Le syndrome « ASIA » (auto-immunitaire inflammatoire induit par les adjuvants) : est fortement suspecté comme cause de toutes ces maladies

CORRELATION entre les DECLARATIONS DE SEP POST-VACCINALES, et le NOMBRE DE DOSES VACCINALES VENDUES en FRANCE :



3 - INCIDENCE :

Pour les seules SEP : 4,8 démyélinisations pour 100.000 personnes vaccinées, à multiplier par un facteur de 2 à 2,5 = estimation de la sous-notification calculée par le Dr. Costagliola (AFSSAPS, 1998)

Notons que les autres pathologies n'ont fait l'objet d'aucune recherche !

INDEMNISATIONS D.G.S. / ONIAM :

- Environ 150 dossiers de vaccinations obligatoires indemnisés depuis 1998. Retenu comme un des facteurs du lien de causalité, le délai d'apparition des premiers signes cliniques des maladies « dans les 2/3 mois », est jugé insuffisant par le REVAHB
- La loi KOUCHNER de mars 2002 sur les aléas thérapeutiques n'a pas permis, à notre connaissance, de retenir un seul dossier depuis la création de l'ONIAM

TRIBUNAL ADMINISTRATIF (TA) :

- Une centaine de procédures en cours pour des complications post-vaccinales, initiales ou pour aggravation, suite à des dossiers déposés auprès de l'ONIAM, mais aussi :
 - 65 reconnaissances pour accidents de service dans le service public
 - 53 reconnaissances pour accidents de travail dans le secteur privé

TRIBUNAL CIVIL : L'IMPASSE :

- La Cour d'appel de Paris, après renvoi en Cassation, a débouté toutes les victimes du fait que les juges refusaient d'admettre la causalité du vaccin en l'absence de présomptions graves, concordantes et précises
- Actuellement, la Cour de Cassation peut rejeter des demandes de pourvoi de victimes après un jugement défavorable en première instance et en appel. Elle peut aussi en accepter d'autres.

Un seul arrêt favorable définitif du 09/07/2009 n°08-11.073. La Cour de cassation déclarait : « Aucune autre cause ne pouvait expliquer cette maladie, dont le lien avec la vaccination relevait de l'évidence selon le médecin traitant de Me X, la Cour d'appel, qui a souverainement estimé que ces faits constituaient des présomptions graves, précises et concordantes a pu en déduire un lien causal entre la vaccination de Me X, et le préjudice subi par elle ». Actuellement, il semble exister un assouplissement jurisprudentiel. Deux conditions doivent être réunies pour engager la responsabilité du producteur : **causalité et défectuosité**. Mais le pouvoir des Juges du fond (Cour d'appel) reste souverain, d'où la discordance des arrêts rendus

TRIBUNAL PENAL : 16 ans pour...

...un non-lieu prononcé le 9 mars 2016 pour nous et les 67 parties civiles, comme pour l'hormone de croissance, car la justice n'est pas indépendante. Les affaires de santé publique ont été ouvertes contre l'avis du Parquet. Le Parquet est rattaché au ministère de la Justice et il est très opposé aux affaires de santé publique qui peuvent toucher des industriels français. Tous les moyens sont alors utilisés pour faire durer les instructions (12 ans pour l'hormone de croissance). Le Revahb a fait appel

LIEN SIGNIFICATIF SEP / VHB DANS 4 ETUDES EPIDEMIOLOGIQUES INDEPENDANTES :

1. GEIER D.A. et coll. A case-control study of serious autoimmune adverse events following hepatitis B immunization. Autoimmunity. 2005, 38(4): 295-301
2. HERNAN MA. et coll. Recombinant hepatitis B vaccine and the risk of multiple sclerosis. Neurology 2004 ; 63: 638-42
3. D. LE HOUEZEC : Evolution of multiple sclerosis in France since the beginning of hepatitis B vaccination nov 2014
4. MIKAELOFF Y and al. Neurology. 2009 Mar 10;72(10):873-80 : Risque accru de survenue d'une SEP (OR = 2,77 soit presque 3 fois plus) à partir de 3 années après une vaccination par Engérix B chez les enfants très compliants aux vaccinations recommandées